



Fonds de Consolidation de la Paix pour la République Centrafricaine



ETAT D'EXECUTION DU PROJET

30 Avril 2011

Période couverte :	Avril 2010 au 30 Avril 2011		
Numéro et intitulé du Projet:	PBF/CAF/A-4 Elections (PACE), Projet d'Appui au Cycle Electoral en République Centrafricaine (PACE)		
Organisation(s) des NU bénéficiaire(s):	PNUD		
Partenaire(s) d'exécution :	Commission Électorale Indépendante, Ministère Délégué chargé de la Défense et de la Sécurité Publique		
Budget du Projet (PBF) :	1 500 000 USD		
Date d'approbation du Comité de Pilotage :	23 avril 2010		
Montants engagés: ¹	1 500 000 USD	Pourcentage du montant approuvé:	100 %
Montants dépensés: ²	1,257,173.9 USD (au 31 mars 2011)	Pourcentage du montant approuvé:	84 %
Date de Clôture prévue:	Octobre 2010	Retard (mois):	Les opérations électorales ont connu un retard de démarrage et de réalisation. Cette situation est imputable au contexte politique et la nécessité d'organiser des scrutins libres transparents, démocratiques, inclusifs et apaisés.

Objectifs/Résultats:	Réalisations/Résultats:	Pourcentage de réalisation:
Appuyer la CEI dans la sécurisation du processus	<ul style="list-style-type: none"> Après plusieurs concertations avec les principaux acteurs de la sécurisation du processus électoral (FACA, MICOPAX, CEI, MATD, PNUD), le Ministre Délégué à la Défense et à la Sécurité 	60%

¹ Les montants engagés signifient les contrats signés pour les marchandises, travaux et services ; engagés selon les règles et procédures de l'Agence.

² Les déboursements concernent les paiements actuels pour les marchandises, travaux et services effectués par rapport aux contrats signés.

<p>électoral sur le territoire national</p> <p>Résultat 1 : Les risques de débordement sont maîtrisés au niveau de chaque circonscription électorale</p>	<p>Publique a finalisé le plan sur la sécurisation des opérations électorales. Le document après analyse de l'environnement sécuritaire, subdivise les opérations en 03 phases à savoir le 1^{er} tour, le 2^{ème} tour et l'investiture. Le coût global du budget de la sécurisation s'élève à 728.690.000FCFA soit environ 1.460.000\$US.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les Forces de défense et de sécurité ont mis en place des équipes mixtes (police, gendarme, militaire) dans toutes les circonscriptions électorales • Les éléments des forces de l'ordre ont été déployés par binôme dans les Centres de vote ; • Les zones dites « sensibles » ont été couvertes par les éléments de la MICOPAX • Pour la 1^{ère} phase qui correspond au premier tour, le PNUD à la réception du plan de sécurisation le samedi 15 janvier a libellé au nom du Ministère Délégué à la Défense et à la Sécurité un chèque de 336.172.500FCFA déposé au TRESOR PUBLIC • A la demande du Ministre Délégué à la Défense, le PNUD a libéré pour la sécurisation du 2^{ème} tour des scrutins un chèque de 229.016.500 FCFA déposé au TRESOR PUBLIC • Le PACE/PNUD a organisé au profit des officiers de FACA et de la MICOPAX, de session de formation sur les rôles et responsabilités dans la sécurisation et observation électorale • Un centre de coordination a été mis en place au niveau du Ministère Délégué à la Défense et à la Sécurité Publique. • Les forces de l'ordre ont sécurisé non seulement le déploiement du matériel électoral mais aussi l'escorte du ramassage des résultats • Les éléments des forces de sécurité et de défense ont adopté le jour des scrutins des comportements républicains très salués par tous les observateurs nationaux et internationaux dans leurs différentes déclarations 	
<p>Renforcer les capacités institutionnelles et techniques du Centre National de Traitement (CNT) des données électorales/</p> <p>Résultats 2 : Le CNT est opérationnel</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le PACE a appuyé la CEI à prendre la décision N°052/RCA.CEI.PR.010 portant création du CNT. Cependant, cette structure n'a pas été opérationnelle pour des raisons liées à une polémique d'interprétation sur sa mission. <p>A la suite de polémiques politiques et amalgames sur les intérêts de sa création, le Président de la CEI s'est retrouvé en difficultés avec certains de ses experts nationaux qui accusent le CNT d'être un outil avec lequel la Communauté Internationale pourrait contrôler les résultats des élections en RCA.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Face à cette situation, le PACE a amené la CEI à mettre en place une structure légère appelée « <i>Centre de Traitement des Résultats</i> ». Le CTR devrait être une composante du Centre National de Traitement. Mais à défaut du CNT, c'est le CTR qui a traité les résultats du 1^{er} et du 2^{ème} tour des élections, ce qui a facilité le traitement et la publication des résultats dans les délais. Il a fonctionné par la mise en place des équipements 	20%

	<p>informatiques et l'utilisation de près de 200 agents locaux techniciens informatiques et à temps partiel une dizaine d'experts internationaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les acquis pour le CTR seront utilisés par le Secrétariat Administratif Permanent (SAP) prévu pour être installé après la dissolution de la CEI. Le SAP considéré comme la mémoire institutionnelle de la CEI bénéficiera des acquisitions du CTR pour les opérations d'informatisation des listes électorales. 	
<p>Renforcer les capacités institutionnelles de la CEI/</p> <p>Résultat 3 : Cinq (05) conseillers électoraux sont en activité dans les démembrements de la CEI</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs formations ont été organisées au profit de la CEI. Elles ont concerné, l'administration électorale, l'établissement du plan opérationnel, les enjeux de la sécurisation, les opérations de vote et les phases de traitement des résultats. • Chaque sous-commission de la CEI a bénéficié de l'accompagnement effectif d'un expert « conseiller électoral » dans le domaine. Cette assistance s'est traduite par le renforcement des capacités des « Sous-commissions » ce qui a véritablement amélioré les prestations de la CEI particulièrement pour le 2^{ème} tour des scrutins législatifs. • Les coordonnateurs préfectoraux et sous-préfectoraux/arrondissement ont aussi bénéficié de l'appui direct de l'expertise du PACE. <p>Au demeurant pour des considérations sécuritaires, les conseillers électoraux recrutés n'ont pas été déployés sur le terrain. Ils ont été tous affectés aux différentes sous-commissions et unités de travail. Le PACE s'est beaucoup engagé dans cet appui direct en optimisant l'assistance des experts électoraux.</p>	20%

Défis rencontrés et plan d'action

<p>Défis et difficultés rencontrés :</p>	<p>Difficultés rencontrées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Retard dans l'adoption de chronogramme consensuel pour les élections 2010-2011 ; • Difficultés d'harmonisation à temps utile du plan opérationnel relatif à la sécurisation des élections par les différents intervenants ; • Faiblesse et voire manque de volonté manifeste au niveau de la CEI dans l'appropriation des outils opérationnels pour l'administration et la gestion des données électorales ; • Alimentation de polémique au sein de la CEI à l'annonce la mise en place du Centre National de Traitement comme une structure à la solde de la Communauté Internationale pour le contrôle des résultats électoraux ; • Inconstance des choix optionnels et décisions au niveau de la Commission Electorale Indépendante ; • Retard dans la libération des contributions financières par les autres partenaires. C'est finalement en Août 2010 que le Document de Projet a été signé entre le Gouvernement et les Nations Unies. Quant à l'Union
---	---

	<p>Européenne, elle a effectué son premier virement en septembre 2010.</p> <p>Défis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Harmonisation d'un chronogramme adapté au décret convoquant le corps électoral pour le 1^{er} tour des scrutins au 23 janvier 2011 ; • Choix optionnel des différents acteurs d'organiser les élections sur une liste manuelle ; • Compromis politique pour le calendrier électoral particulièrement le dépôt des candidatures ; • Libération des ressources promises par les différents partenaires notamment l'Union Européenne, le Japon, la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Union Africaine, le Nigéria, la Pologne pour bonder le Basket Fund.
<p>Mesures envisagées pour rattraper le retard d'exécution des objectifs :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation régulière (hebdomadaire) de toutes les situations de mise en œuvre du Projet au Comité de Pilotage pour les orientations à prendre ; • Concertations permanentes avec la CEI sur l'état d'avancement des opérations ; • Activation des sessions du Comité Technique pour une meilleure appropriation des opérations et une définition préalable des tâches avant mise en œuvre. • Poursuite des concertations avec la CEI afin que cette dernière s'approprie efficacement ses rôles et responsabilités ; • Poursuite de l'appui et encouragement de la CEI dans les rencontres et la recherche du dialogue et la concertation avec toutes les parties sans exclusive pour relancer du processus électoral ; • Sollicitation de l'autorisation du Comité de Pilotage pour réorienter/réaffectation du budget sur d'autres volets de l'assistance technique.

<p>Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats:</p>	
<p>La période sous examen a été la phase critique de tout le processus électoral en RCA. Elle peut être subdivisée en trois (03) étapes essentielles. Une première où le gouvernement maintenait les élections respectivement pour le 25 avril et le 16 mai 2010 avec CEI en crise institutionnelle grave sans aucune confiance des acteurs politiques. Une deuxième étape qui marque une forte implication de la communauté internationale poussant les différents acteurs au dialogue pour l'organisation de scrutins libres, démocratiques, transparents, inclusifs et apaisés. Cette phase a induit une modification de la constitution centrafricaine conduisant à un compromis politique. La troisième étape qui découle de la précédente a permis la prise de décret par le Gouvernement fixant le 1^{er} tour des scrutins au 23 janvier 2011.</p> <p>Le rapport expose les difficultés de mis en œuvre du projet essentiellement dues à l'inconstance des décisions de la CEI mettant à rudes épreuves les planifications opérationnelles et surtout les mesures envisagées suivant les circonstances pour aboutir à la tenue des différents scrutins.</p> <p>Des résultats obtenus, on note que les goulots d'étranglement qui bloquaient le déroulement normal</p>	

du processus électoral sont dus au manque de dialogue et de concertation des partenaires nationaux.

Particulièrement pour ce qui est de la Sécurisation du processus, avec l'engagement manifeste du Ministère chargé de la Défense et de la Sécurité Publique tel que annoncé dans la 3^{ème} étape susmentionnée, un Comité a été mis en place sous sa coordination et le plan d'opération du secteur a été rendu public avec l'implication de tous les intervenants.

Sur la base des orientations et instructions du Comité de Pilotage, le PNUD/PACE a contribué techniquement et financièrement à la réalisation des activités et surtout l'atteinte des résultats du Projets qui s'articulent autour du document cadre du projet Fonds de Consolidation de la Paix (PBF) et du « PRODOC ».

Somme toute à la date d'édition du présent rapport, le processus électoral en RCA a connu un atterrissage qui au-delà des appréhensions a été un succès. En effet avec les incertitudes de réalisation du DDR, les impasses politiques, un chronogramme électoral flottant, les indécisions de la CEI et les retards dans la libération des contributions financières, il était très difficile d'envisager la tenue de scrutins dans un environnement apaisé au regard des soubresauts que connaît actuellement le continent africain pour ce qui concerne les crises postélectorales avec des lendemains tragiques. Le taux de réalisation du Projet demeure donc très satisfaisant au regard des objectifs et des résultats atteints.